

**Convention collective**  
**IDCC : 8241. – ENTREPRISES FORESTIÈRES, SYLVICOLES**  
**ET SCIERIES AGRICOLES**  
**(Centre)**  
**(1<sup>er</sup> juillet 1987)**  
(Etendue par arrêté du 29 janvier 1988,  
*Journal officiel* du 9 février 1988)

---

AVENANT N° 60 DU 17 MARS 2015

NOR : AGRS1597208M  
IDCC : 8241

---

Entre :  
L'URCB ;  
L'UR des syndicats de propriétaires forestiers sylviculteurs du Centre,  
D'une part, et  
La FNAF CGT ;  
La FGA CFDT ;  
Le SNCEA CFE-CGC ;  
La CGT-FO,  
D'autre part,  
il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Garantie incapacité*

A l'article 65 de la convention collective, le paragraphe « Garantie incapacité » est modifié comme suit :

« Sauf dispositions plus avantageuses pouvant bénéficier aux salariés, après 6 mois d'ancienneté dans l'entreprise ou l'établissement, en cas d'absence au travail justifiée par l'incapacité résultant de la maladie ou de l'accident dûment constaté par certificat médical et contre-visite, s'il y a lieu, les salariés mensualisés des scieries agricoles et des exploitations forestières bénéficieront des dispositions suivantes, à condition :

- d'avoir justifié dans les 48 heures de cette incapacité ;
- d'être pris en charge par la mutualité sociale agricole ;
- d'être soignés sur le territoire français ou dans l'un des autres pays de l'Union européenne.

Le salarié ayant 6 mois d'ancienneté ou plus et n'ayant pas l'ancienneté requise pour bénéficier des compléments de salaire, à la charge de l'employeur en application des obligations légales ou conventionnelles sur la mensualisation, bénéficiera des indemnités journalières d'incapacité temporaire de travail après un délai de franchise (délai de carence) de 60 jours à compter du premier

jour d'absence, si celle-ci est consécutive à un accident du travail ou à une maladie professionnelle, à l'exclusion des accidents de trajet, et à compter du 70<sup>e</sup> jour d'absence dans tous les autres cas. »

Le reste du paragraphe est sans changement.

## **Article 2**

### *Garantie invalidité*

Le premier alinéa du paragraphe « Garantie invalidité » prévu à l'article 65 est modifié comme suit :

« Le salarié ayant 6 mois d'ancienneté ou plus bénéficie, en cas d'incapacité permanente de travail, d'une rente versée chaque mois égale à 20 % du salaire mensuel brut de référence. »

Les alinéas suivants ne sont pas modifiés.

## **Article 3**

### *Cotisations*

Le 3 du paragraphe « Cotisations » est modifié de la manière suivante :

« Tableau récapitulatif

Les cotisations telles que fixées à l'accord d'adhésion sont réparties comme suit :

*(En pourcentage.)*

GARANTIE	TAUX	PART PATRONALE	PART OUVRIÈRE
Incapacité temporaire + relais mensualisation	0,79	0,43	0,36
Invalidité	0,25	0,13	0,12
Décès	0,12	0,06	0,06
Total	1,16	0,62	0,54

## **Article 4**

### *Portabilité*

L'article 65 est complété par le paragraphe suivant :

« Portabilité

Les salariés bénéficient des dispositions légales sur le maintien du régime frais de santé en cas de cessation du contrat de travail ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage selon les conditions définies par les textes légaux, et ce à compter de la date fixée par la loi (dispositions figurant pour information en annexe à l'avenant n° 60 du 17 mars 2015).

Pour bénéficier des prestations, le demandeur d'emploi bénéficiant du maintien des garanties doit fournir l'ensemble des justificatifs demandés au salarié auxquels s'ajoute le justificatif de versement des allocations chômage du mois correspondant à celui pour lesquelles les prestations demandées sont dues. »

## **Article 5**

### *Annexe n° 1*

Il est créé une annexe n° 1 concernant les dispositions légales sur la portabilité, rédigée comme suit :

« ANNEXE N° 1

Les salariés garantis collectivement, dans les conditions prévues à l'article L. 911-1 du code de la sécurité sociale, contre le risque décès, les risques portant atteinte à l'intégrité physique de la

personne ou liés à la maternité ou les risques d'incapacité de travail ou d'invalidité bénéficient du maintien à titre gratuit de cette couverture en cas de cessation du contrat de travail, non consécutive à une faute lourde, ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage, selon les conditions suivantes :

1. Le maintien des garanties est applicable à compter de la date de cessation du contrat de travail et pendant une durée égale à la période d'indemnisation du chômage, dans la limite de la durée du dernier contrat de travail ou, le cas échéant, des derniers contrats de travail lorsqu'ils sont consécutifs chez le même employeur.

Cette durée est appréciée en mois, le cas échéant arrondie au nombre supérieur, sans pouvoir excéder 12 mois ;

2. Le bénéfice du maintien des garanties est subordonné à la condition que les droits à remboursements complémentaires aient été ouverts chez le dernier employeur ;

3. Les garanties maintenues au bénéfice de l'ancien salarié sont celles en vigueur dans l'entreprise ;

4. Le maintien des garanties ne peut conduire l'ancien salarié à percevoir des indemnités d'un montant supérieur à celui des allocations chômage qu'il aurait perçues au titre de la même période ;

5. L'ancien salarié justifie auprès de son organisme assureur, à l'ouverture et au cours de la période de maintien des garanties, des conditions prévues au présent article ;

6. L'employeur signale le maintien de ces garanties dans le certificat de travail et informe l'organisme assureur de la cessation du contrat de travail mentionnée au premier alinéa.

Le présent article est applicable dans les mêmes conditions aux ayants droit du salarié qui bénéficient effectivement des garanties mentionnées au premier alinéa à la date de la cessation du contrat de travail. »

## **Article 6**

### *Dates d'effet*

Le présent avenant prendra effet concernant l'ancienneté au 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Pour les cotisations et la portabilité, la date d'effet sera portée à compter du premier jour du mois civil suivant celui au cours duquel aura été publié son arrêté d'extension au *Journal officiel*.

## **Article 7**

### *Dépôt. – Extension*

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé au pôle politique du travail de la DIRECCTE du Centre, 12, place de l'Etape, CS 85809, 45058 Orléans Cedex 1.

Fait à Blois, le 17 mars 2015.

(Suivent les signatures.)